



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative
34 avenue de Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STORENGY

Direction des opérations - Euroatrium
12 rue Raoul Nordling - CS 700001
92270 Bois-Colombes

Références : VAT20250309
Code AIOT : 0010001771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement STORENGY implanté Stockage de Soings La Haute Bonne 41230 Soings-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 20/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STORENGY
- Stockage de Soings La Haute Bonne 41230 Soings-en-Sologne
- Code AIOT : 0010001771
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement STORENGY de Soings-en-Sologne est un stockage souterrain de gaz en aquifère, en exploitation réduite depuis 2012. Le site est classé SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Modalités des rondes hebdomadaires	Arrêté Préfectoral du 07/01/2014, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	Demande d'action corrective	2 mois
5	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations en service	Arrêté Préfectoral du 07/01/2014, article 3	Sans objet
4	Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
6	Accessoire de sécurité de l'équipement	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 I	Sans objet
7	Identification de l'équipement	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet
8	État général de l'équipement	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-29	Sans objet
9	Prévention de la corrosion	Arrêté Préfectoral du 02/03/2010, article 8.2.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2014, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations en service

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des séparations physiques (démontage de vannes ou coupe, dépose de déverseurs et mise en place des plaques pleines) sont mises en place d'une part entre la station centrale et le réseau de transport GRTgaz et au site de Chémery, et d'autre part par rapport aux réservoirs. Ainsi, des zones totalement hors gaz sont définies et les migrations de gaz vers les zones hors gaz et les installations sous tension sont empêchées.</p> <p>Les installations restant en service (en pression et en gaz) sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'interconnexion des canalisations GRTgaz comprenant les 2 départs vers Chémery en DN600, la liaison Chémery Soings en DN400 et le départ vers Cherré en DN750, la vanne de mise en sécurité réseau (MSR) DN 750, - Le poste de distribution gaz de Soings-en-Sologne, - Les puits de gisement SG03 et SG05 : BSV ouvertes, MSP opérationnelles depuis la salle de contrôle.
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant indique que les installations identifiées comme restant en service dans l'arrêté préfectoral du 07/01/2014 sont inchangées.</p> <p>Sur site, l'inspection des installations classées constate la présence des séparations physiques et un découpage effectif des zones hors gaz de l'installation.</p> <p><u>CONSTAT / CONCLUSION</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Modalités des rondes hebdomadaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2014, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance en exploitation réduite</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une ronde hebdomadaire d'un agent de Storengy est organisée avec plusieurs points de contrôles conformément au plan de maintenance susvisé (contrôlés visuels et sonores des étanchéités, relevés des pressions d'azote, contrôle visuels du fonctionnement des équipements en service).</p>
<p>Constats :</p> <p><u>En salle le 09/07/2025</u></p> <p>Consultation en séance des registres des rondes hebdomadaires et notamment des 4 derniers comptes-rendus</p> <p>L'inspection des installations classées constate que ces rondes sont bien réalisées toutes les semaines. Il est cependant à noter que la vérification du niveau du bassin incendie de 20 000 m³ n'est pas toujours remplie dans les comptes-rendus (au moins deux absences de remplissage sur les comptes-rendus consultés.)</p>

<p>CONSTAT / CONCLUSION : certains points de contrôles des rapports de ronde hebdomadaire ne sont pas systématiquement remplis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise les actions correctives nécessaire et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Liste des ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Présence et conformité de la liste</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste a la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils a pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une liste des équipements sous pression le 08/07/2025.</p> <p>La liste indique 6 équipements suivis avec plan d'inspection, alors que ces équipements sont suivis selon le régime général de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</p> <p>CONSTAT / CONCLUSION : Le régime de surveillance indiqué dans la liste est erroné.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise les actions correctives nécessaire et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de la dernière requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <p>[...]</p> <p>trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</p> <p>six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique [...] ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</p> <p>dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>En salle le 09/07/2025</u></p> <p>L'inspection des installations classées a procédé à un contrôle par sondage sur deux équipements et a vérifié la présence de la dernière attestation de requalification périodique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Tuyauterie N°1031051</u> : l'équipement dispose d'une attestation de requalification périodique satisfaisante (APAVE, attestation N°50001922789 du 25/02/2016). L'échéance du prochain contrôle de requalification périodique est le 25/02/2026. - <u>Capacité tampon N°1018842</u> : l'équipement dispose d'une attestation de requalification périodique satisfaisante (APAVE, attestation N°50001888568 du 28/09/2015). L'échéance du prochain contrôle de requalification périodique est le 28/09/2025. <p>CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de la réalisation de la dernière inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p>

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;
 Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans.
 Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. [...]
 Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

En salle le 09/07/2025

L'inspection des installations classées a procédé à un contrôle par sondage sur deux équipements et a vérifié la présence des derniers comptes-rendus d'inspection périodique.

- Tuyauterie N°1031051 : le programme de contrôle référencé SSOIS-GNS-014 REV B prévoit des requalifications périodiques tous les dix ans, pas d'inspection périodique.
- Capacité tampon N°1018842 : l'équipement dispose d'un compte-rendu d'inspection périodique (STORENGY, compte-rendu N°SSOI-2023-007 du 13/01/2023).
 Ce compte-rendu fait référence au plan d'inspection spécifique N°SSOI-CTA-GN-008, alors que l'équipement est normalement suivi sans plan d'inspection (inspection périodique tous les quatre ans, requalification périodique tous les dix ans).

CONSTAT / CONCLUSION : Le compte-rendu d'inspection périodique présente une incohérence sur le régime de suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise les actions correctives nécessaire et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Accessoire de sécurité de l'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 I

Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de présence et de réglage des accessoires de sécurité

Prescription contrôlée :

Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif

<p>de contrôle.</p> <p>À l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>En salle le 09/07/2025</u></p> <p>L'inspection des installations classées a procédé au contrôle d'accessoires de sécurité par sondage sur les deux équipements (tuyauterie N°1031051 et capacité tampon N°1018842). Les deux équipements ne possèdent pas d'accessoires de sécurité car l'exploitant justifie qu'ils sont raccordés au réseau de transport de gaz (pression maximale en service de 80 bars). Le dossier des équipements comprend deux attestations signées de l'exploitant précisant qu'aucune des limites admissibles n'est dépassée dans les conditions d'utilisation prévues et qu'en conséquence aucun accessoire de sécurité ne lui est associé.</p> <p><u>CONSTAT / CONCLUSION</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Identification de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP, Vérification de présence et cohérence de la plaque signalétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à « tête de cheval ».</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification [...].</p> <p>Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Sur site le 09/07/2025</u></p> <p>L'inspection des installations classées a procédé au contrôle de la plaque de la capacité tampon N°1018842. Elle présente les informations suivantes :</p> <p>Fabricant : SOUDALINOX</p>

N°équipement : 32246

Marquage tête de cheval (requalification périodique) : 16/08/2005 et 28/09/2015

PS : 150 bars

Ces informations sont cohérentes avec la documentation associée à l'équipement.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État général de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.557-29

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'état, apparent, sans démontage

Prescription contrôlée :

L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.

Constats :

Contrôle visuel des équipements sélectionnés (tuyauterie N°1031051 et capacité tampon N°1018842) : rien à signaler sur l'état général des équipements.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention de la corrosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2010, article 8.2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la corrosion

Prescription contrôlée :

Il appartient à l'exploitant de définir et de mettre en œuvre un programme périodique de surveillance et de maintenance permettant d'assurer un examen représentatif de l'état complet des collectes, de la dorsale, des canalisations de transfert d'effluents et des canalisations de transfert de méthanol sur une durée ne dépassant pas dix ans, selon des procédures documentées, préétablies et systématiques.

Ce programme prévoit notamment des opérations d'inspection où d'analyse portant sur ensemble des canalisations, y compris les installations annexes, ainsi que la détection des défauts et l'évaluation de leurs caractéristiques au regard de critères d'acceptabilité. Il comporte ainsi une évaluation régulière des vitesses de corrosion des canalisations.

Il comporte un chapitre relatif au suivi spécifique [...] de la protection cathodique, en particulier par des mesures périodiques de potentiel de la canalisation et des canalisations voisines (ou pour ces dernières par toute solution technique apportent des garanties équivalentes), protection cathodique en service et déconnectée.

Les critères d'acceptabilité déterminent si le défaut relevé nécessite un changement de l'élément, une réparation ou un suivi de son évolution. Les méthodes de réparation doivent permettre de restituer l'aptitude au service de la canalisation.

Constats :

En salle le 09/07/2025

Consultation en séance :

- Rapport 20766 - Synthèse du contrôle de protection cathodique
- Suivi annuel 2024 et 2025 de la protection cathodique sur l'ensemble des ouvrages du site de Soings-en-Sologne.
- Guide des savoirs faire (GSF) n°24 - recommandations pour l'exploitation de la protection cathodique

Les éléments consultés mettent en évidence une interruption de 18 jours sur la collecte SG020 et de 11 jours sur la collecte SG018 en 2024. Aucune interruption n'a eu lieu en 2025.

Le GSF n°24 mentionne que des actions de vérifications sont à mener dès lors que la durée d'interruption est supérieure à un mois sur l'année. Les durées d'interruption étant largement inférieure à un mois, les conditions de protection cathodique sont satisfaisantes.

CONSTAT / CONCLUSION : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite